

## DECISION EL 99 - 072

### *La Cour Constitutionnelle,*

- VU* la Constitution du 11 décembre 1990 ;
- VU* la Loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour Constitutionnelle ;
- VU* la Loi n° 98-034 du 15 janvier 1999 portant règles générales pour les élections en République du Bénin ;
- VU* la Loi n° 99-015 du 12 mars 1999 modifiant et complétant la Loi n° 98-034 du 15 janvier 1999 portant règles générales pour les élections en République du Bénin ;
- VU* la Loi n° 94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ;
- VU* la Loi n° 98-036 du 15 janvier 1999 portant modification de la Loi n° 94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ;
- VU* la Loi n° 99-016 du 12 mars 1999 modifiant et complétant la Loi n° 98-036 du 15 janvier 1999 portant modification de la Loi n° 94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ;
- VU* le Décret n° 99-021 du 22 janvier 1999 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ;

*VU* le Décret n° 99-124 du 05 mars 1999 portant modification du Décret n° 99-021 du 22 janvier 1999 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ;

*VU* le Règlement Intérieur de la Cour Constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Oùï le Professeur Alexis HOUNTONDJI en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

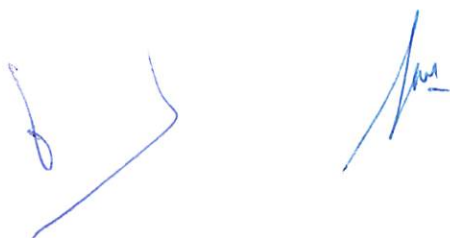
**Considérant** que par requête du 31 mars 1999 enregistrée au Secrétariat Général de la Cour Constitutionnelle le 06 avril 1999 sous le numéro 0748/0097/EL, Monsieur BIOBOU BANI GANSE, candidat PSD dans la 2<sup>ème</sup> circonscription électorale, sollicite le « rejet pur et simple » des résultats du scrutin du 30 mars 1999 au niveau du bureau de vote de Yinyin-Pogou (Founougo) au motif qu'ils sont entachés de fraude ;

**Considérant** qu'aux termes des dispositions de l'article 55 alinéa 1 de la Loi n°91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour Constitutionnelle, « *L'élection d'un député peut être contestée devant la Cour Constitutionnelle durant les dix (10) jours qui suivent la proclamation des résultats définitifs du scrutin* » ; que l'article 57 de la même loi prescrit : « *Les requêtes doivent contenir les noms, prénoms, **qualité et adresse du requérant**, le nom des élus dont l'élection est attaquée, les moyens d'annulation évoqués...* » ;

**Considérant** que la requête susvisée a été enregistrée au Secrétariat Général de la Cour le 06 avril 1999 avant la proclamation, le 10 avril 1999 par la Cour Constitutionnelle, des résultats définitifs des élections législatives du 30 mars 1999 ; que, dès lors, elle est prématurée ; qu'au surplus, elle ne comporte pas d'adresse précise ; qu'en conséquence, elle doit être déclarée irrecevable ;

## **D E C I D E :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- La requête de Monsieur BIOBOU BANI GANSE est irrecevable.

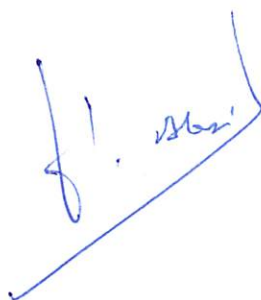


**Article 2.-** La présente décision sera notifiée à Monsieur BIOBOU BANI GANSE et publiée au Journal Officiel.

Ont siégé à Cotonou, le douze mai mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf,

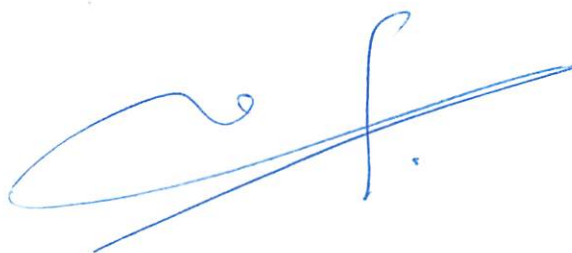
Messieurs :	Lucien	SEBO	Vice-Président
	Maurice	GLELE AHANHANZO	Membre
	Alexis	HOUNTONDI	Membre
	Jacques	D. MAYABA	Membre
Madame	Clotilde	MEDEGAN-NOUGBODE	Membre

**Le Rapporteur,**



**Professeur Alexis HOUNTONDI.-**

**Le Vice-Président,**



**Lucien SEBO**